



**PRÉFÈTE  
DU RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 27/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **LES CARRIERES DE ST PIERRE DE CHANDIEU**

274 Route d'Heyrieux - Lieu dit LE CHEVAL BLANC  
CS 53039  
69780 Saint-Pierre-de-Chandieu

Références : UDR-23-SSDAS-038-AM  
Code AIOT : 0006108343

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2023 dans l'établissement LES CARRIERES DE ST PIERRE DE CHANDIEU implanté Lieux-dit les Quinonnières et La Forêt de l'Aigue Le Cheval blanc 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LES CARRIERES DE ST PIERRE DE CHANDIEU
- Lieux-dit les Quinonnières et La Forêt de l'Aigue Le Cheval blanc 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu
- Code AIOT : 0006108343
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Les Carrières de Saint-Pierre de Chandieu exploite une carrière de matériaux alluvionnaires sur la commune de Saint-Pierre de Chandieu. Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2012. Le site ne comporte aucune installation de traitement. Les matériaux sont traités sur les sites voisins des sociétés Carrières de Cheval Blanc et Cemex. Cependant l'activité sur le site de la carrière Cemex étant suspendue depuis 2019, suite à l'annulation du contrat de forage, la production annuelle est en retrait et seul le site de la société Carrières de Cheval Blanc effectue du traitement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Plan de gestion des déchets d'extraction.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Déchets d'extraction inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Annexe I > 1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	PGD	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Clôture	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
11	Registre à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 – Annexe III, point 9	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déchets concernés par le PGD	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1	/	Sans objet
3	Déchets d'extraction inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Annexe I > 2.	/	Sans objet
4	Définition de la catégorie A	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article Annexe VII > 1.	/	Sans objet
5	PGD	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
7	PGD	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
8	PGD	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Fermeture d'installation – conformité remise en état	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats font apparaître des non-conformités relatives, au plan de gestion des déchets d'extraction, à l'entretien de la clôture et aux valeurs mesurées en matière de retombées de poussières. Ces non-conformités appellent des actions correctives rapides et faciles à mettre en œuvre. Ces actions correctives sont détaillées dans les constats du présent rapport.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Déchets concernés par le PGD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Durée de stockage des déchets d'extraction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Ne sont pas concernés par les dispositions de l'AM relatives aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les déchets replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux, telles que la création de voies d'accès pour des machines, de rampes de roulage, de cloisons, de merlons ou de bermes ;</li> <li>- les déchets dangereux stockés &lt; 6 mois ;</li> <li>- les déchets non inertes non dangereux stockés &lt; 1 an ;</li> <li>- les déchets inertes, les déchets non dangereux et les terres non polluées stockées &lt; 3 ans</li> </ul> <p>Attention pas de durée mini pour les stockages de catégories A (voir ci-après).</p>
<p><b>Constats :</b> Les déchets décrits par le plan de gestion des déchets d'extraction sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les terres végétales de découvertes (environ 200 000m<sup>3</sup>) ;</li> <li>- les stériles de découvertes (environ 650 000m<sup>3</sup>) ;</li> <li>- les boues issues du lavage des matériaux (environ 975 000m<sup>3</sup>).</li> </ul> <p>Il convient de noter que les matériaux extraits sur le site de la carrière sont actuellement transportés bande pour être traités sur le site de la Carrière du Cheval Blanc. Après traitement et lavage, une partie des boues décantées est stockée au niveau du carreau des Carrières de Saint-Pierre de Chandieu.</p> <p>Selon le plan de gestion des déchets d'extraction le lavage des matériaux génère 8 à 10 % de fines sur la quantité restante à exploiter avec une densité de 1,6.</p> <p>Actuellement le stock de stérile de découverte représente 25 028m<sup>3</sup>. Il est déposé sous forme d'un merlon tout autour du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Déchets d'extraction inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Annexe I > 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérification du caractère « inerte » des déchets d'extraction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Caractérisation de l'inertie des déchets :            - annexe I de l'AM du 22/09/1994 ;            - circulaire du 22/08/2011 ;</p> <p>Annexe I&gt;1 :            a) pas de désintégration ni dissolution, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ;            b) teneur maximale en soufre sous forme de sulfure <math>\leq 0,1</math> %, ou déchets avec teneur maximale en soufre sous forme de sulfure <math>\leq 1</math> % et le ratio de neutralisation <math>&gt;3</math>, (essai statique prEN 15875) ;            c) pas de risque d'autocombustion et pas inflammables ;            d) teneur en métaux (As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn) suffisamment faible ;            e) pratiquement pas de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine – exemple : flocculants (inertes si monomère <math>&lt; 0,1</math> % dans polyacrylamide) .</p>
<p><b>Constats :</b>            Le plan de gestion des déchets d'extraction doit être complété sur ce point.            En effet, l'exploitant n'a pas procédé à des essais spécifiques pour justifier le respect des critères ci-dessus et il n'a pas démontré sur la base des informations existantes ou de procédures ou schémas validés, que les critères définis au paragraphe 1 du plan de gestion des déchets d'extraction ont été pris en compte de façon satisfaisante et qu'ils sont respectés.            Aucun élément n'est précisé en ce qui concerne le flocculent employé et le respect de la concentration en monomère.</p> <p>De plus, l'exploitant doit disposer de données de caractérisation du sol, dans la mesure où celles-ci avaient été imposées par le point 6.5 de l'article 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 juillet 2012 dans les travaux préliminaires à l'exploitation. Ces données méritent d'être reprises dans le plan de gestion des déchets d'extraction.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale, demande de compléter le plan de gestion des déchets d'extraction.
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Déchets d'extraction inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Annexe I > 2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérification du caractère « inerte » des déchets d'extraction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des déchets peuvent être considérés comme inertes sans qu'il soit procédé à des essais spécifiques dès lors qu'ils sont listés dans la circulaire du 22/08/2011.
<b>Constats :</b> Le plan de gestion des déchets d'extraction cite les 3 catégories de déchets listés dans la circulaire du 22/08/2011 : - code 01-01-02 argile de découverte, - code 01-04-08, stérile de traitement (refus de scalpage), - code 01-04-12, fines de lavage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Définition de la catégorie A

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article Annexe VII > 1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Disposition spécifique catégorie A
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une installation de gestion de déchets est classée dans la catégorie A, au sens du présent arrêté, si une défaillance peut entraîner : a) Des conséquences graves sur les personnes physiques ; b) Des dommages graves sur la santé humaine et l'environnement.  Classement catégorie A (stockages qui présentent des dangers particuliers pour la santé et l'environnement) : - si effondrement peut donner lieu à un accident majeur, - ou si déchets classés dangereux - ou si contient substances ou préparations classées dangereuses
<b>Constats :</b> Aucun écart n'a été relevé. Les zones de stockages des déchets d'extraction sont soit en fond de fouille, soit en merlon (environ 2,5 mètres de hauteur pour les terres végétales et 3,5 mètres de hauteur pour les stériles de découverte) sur le pourtour du site. Il n'y a pas de risque d'effondrement susceptible de créer un accident majeur. Il n'y a pas de déchets ou substances dangereuse stockée sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : PGD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Existence d'un PGD
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.
<b>Constats :</b> Aucun écart n'a été relevé. L'exploitant a transmis la mise à jour du plan de gestion des déchets d'extraction le 21 juillet 2022 au préfet du Rhône.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : PGD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contenu du PGD
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li> <li>- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;</li> <li>- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li> <li>- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li> <li>- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li> <li>- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li> <li>- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li> <li>- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li> <li>- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Le plan de gestion des déchets d'extraction concerne les phases d'exploitation 1a et b devant se dérouler sur les 5 premières années d'exploitation de la carrière. Or dès la phase 2, sur les 5 années suivantes une nouvelle fosse est ouverte à l'est de la zone visée par le plan de gestion de 2022. L'exploitation a pris du retard dès son démarrage et a connu d'autres retards à cause de la perte d'une capacité de traitement de matériaux sur un site voisin. Dans le descriptif (point 3.3), le plan précise pour les stockages temporaires que : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les stériles de découverte sont stockés de manière occasionnelle sous forme de merlon,</li> <li>- les terres végétales sont stockées temporairement sous forme de merlon,</li> <li>- les stériles de traitement sont stockés sur le site de la Carrière Du Cheval Blanc.</li> </ul> Pour le stockage définitif, il est précisé que les stériles de découverte seront réutilisés pour le régalage dans le cadre du réaménagement et les terres végétales en couverture de ces premiers.

<p>Cependant le plan de localisation des déchets d'extraction comprend les éléments supplémentaires non décrits dans le point 3.3 tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-stockage de fines de lavage en fond de fouille ;</li> <li>-stockage de stériles de découverte fond de fouilles.</li> </ul> <p>Par ailleurs, le plan de gestion des déchets « d'extraction » concerne le fonctionnement de la carrière sur l'intégralité de son exploitation.</p> <p>En conclusion le plan actuel doit être complété pour présenter en plus des volumes estimés les zones de stockage pour les phases suivantes et être cohérent dans sa description avec l'exploitation du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale pour mettre en cohérence l'exploitation du site avec le plan de gestion des déchets d'extraction.
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : PGD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise à jour du PGD
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'échéance pour la remise d'une révision d'un plan de gestion est respectée. Toutefois cette mise à jour appelle des remarques et des demandes de compléments listés dans les points de contrôle 2 et 6.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : PGD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission du PGD au préfet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan de gestion est transmis au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucun écart n'a été relevé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 9 : Fermeture d'installation – conformité remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installations en cours de fermeture
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant remet à l'administration un plan de gestion des déchets comprenant les éléments suivants : — le plan proposé en ce qui concerne la fermeture, y compris la remise en état, les procédures de suivi et de surveillance après fermeture.
<b>Constats :</b> Les opérations de remise en état n'ont pas débuté sur la fosse Ouest.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Clôtures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
<b>Constats :</b> La clôture de la fosse ouest présente des dégradations en plusieurs endroits. Il est nécessaire de la réparer au plus vite. Les zones ouvertes depuis l'extérieur du site se situent dans la limite est de la fosse et dans la limite sud-est de la fosse. Il est nécessaire d'ajouter les panneaux d'avertissement adéquats pour prévenir du danger de chute et de l'interdiction d'accès, particulièrement dans la zone sud de la fosse. Le dépôt des terres végétales en merlon n'est pas parfaitement satisfaisant dans la mesure où celui-ci dépasse de manière ponctuelle la clôture.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**N° 11 : Registre à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008, point 9 de l'annexe III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 9.3. Mesures de retombées de poussières atmosphériques diffuses dans l'environnement en mg/m <sup>2</sup> /jour
<b>Constats :</b> Les éléments en cours de saisie dans l'outil numérique en ligne utilisé pour la déclaration annuelle des émissions polluantes (GEREP) ont été discutés avec l'exploitant. Des données particulièrement élevées sont en cours de saisies pour l'année 2022 sur les mesures de retombées de poussières. Le 4 <sup>e</sup> trimestre est particulièrement marquant (jauge 1 : 2038 mg/m <sup>2</sup> /jour ; jauge 2 : 1153 mg/m <sup>2</sup> /jour ; jauge 3 : 4417 mg/m <sup>2</sup> /jour ; jauges n°4, 5, 6 et 7 ont perdu leur pied, jauge 8 : 5558 mg/m <sup>2</sup> /jour). De telles anomalies devront être commentées et un protocole particulier devra être mis en place pour les prochaines campagnes de mesures. L'objectif est d'identifier si des facteurs extérieurs augmentent les niveaux des dépôts de poussières mesurés (matières organiques, ou contributions extérieures...). Il est donc attendu des contrôles visuels au cours de la période de mesures et des analyses plus poussées pour réaliser une spéciation des dépôts. Ces mesures sont d'autant plus anormales, qu'au cours de la dernière campagne de mesurage (hiver 2022), l'exploitant a précisé que l'activité a été arrêtée sur le site en raison de l'augmentation des coûts de l'énergie
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale